



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 13 avril 2026

Bombardements meurtriers, blocus maritime : Trump et Netanyahou embrasent toujours le Moyen-Orient

Mardi 7 avril, Donald Trump menaçait d'« *effacer une civilisation* »... avant de conclure un cessez-le-feu avec l'Iran, moyennant la réouverture du détroit d'Ormuz. Mais après une première journée de négociations vendredi 10 avril, le vice-président des États-Unis, J.D. Vance, a claqué la porte. Le lendemain, Trump a menacé de refermer le détroit d'Ormuz, puis d'organiser un blocus des ports iraniens. Le prix du baril de pétrole a de nouveau bondi sur les marchés internationaux. Si le cessez-le-feu en Iran et autour du golfe Persique est précaire, il ne concerne pas le Liban. Plus de 350 personnes ont perdu la vie dans les bombardements israéliens mercredi 8 avril, et encore des dizaines d'autres les jours suivants. Depuis début mars, le bilan est de plus de 2 000 morts.

Une guerre contre les peuples et les classes populaires

Trump prétend avoir obtenu une « *victoire totale* » contre l'Iran et son programme nucléaire. Mais, entre menaces de destruction totale, ultimatums, phases d'apaisement et main tendue au régime, il semble surtout en grande difficulté pour imposer sa loi, alors que ses alliés du Golfe veulent un retour au calme, que son partenaire israélien pousse en sens inverse, et que sa politique est massivement contestée aux États-Unis.

Personne ne pouvait sérieusement croire que les bombes de Trump et Netanyahou aideraient les classes populaires d'Iran à se libérer de leur régime oppresseur. Et de fait, il tient bon, pour le moment. Alors qu'en décembre et janvier, un soulèvement populaire avait fait trembler le régime, les bombardements n'ont abouti qu'à terroriser davantage la population et donner un prétexte au régime pour renforcer la répression. Depuis fin mars, au moins sept personnes arrêtées lors des manifestations ont été mises à mort et plusieurs dizaines, dont des mineurs, risquent l'exécution à tout moment.

À bas la participation française !

Les grandes puissances et leurs alliés ne défendent que leurs intérêts, leur mainmise sur les ressources et le fruit du travail des classes laborieuses. La France et les pays européens n'échappent pas à cette règle.

Macron a beau désapprouver la guerre, et même refuser certaines demandes de Trump, la France n'est pas moins partie prenante lorsqu'elle envoie en Méditerranée orientale et dans le Golfe son porte-avions, ses frégates et ses sous-marins, lorsqu'elle participe à des missions de surveillance et à l'interception de drones et de missiles, ou qu'elle se propose de déminer le détroit d'Ormuz.

Et si le gouvernement français s'émeut du sort du peuple libanais, c'est toujours pour dédouaner le gouvernement israélien du sang qu'il a sur les mains. Sa seule ambition est de maintenir son influence au Liban et l'implantation de ses grandes entreprises. Au risque de replonger le pays dans une guerre civile, qui aura pour cibles les classes populaires chiites du sud du pays.

En France, le gouvernement fait tout pour empêcher la dénonciation des crimes des puissances impérialistes et de leur complice israélien. C'est ce que montrent les intimidations et arrestations de militantes et militants de la solidarité avec la Palestine et le projet de loi Yadan qui assimile critique de l'État israélien et antisémitisme. Mais ici comme ailleurs, aucune mesure ne fera taire la révolte et la solidarité internationale des exploités !

**À Paris, un rassemblement aura lieu à
Paris vendredi 17 avril contre la guerre au
Moyen-Orient et la participation française.**

**Rendez-vous vendredi à 19 heures place de
la République.**

« On n'a pas de pétrole, mais on a des idées »

La semaine dernière, la direction a envoyé un message aux salariés pour leur suggérer de faire du covoiturage avec une application mobile de la région à cause de la hausse des prix des carburants.

En voilà une riche idée qui rappelle de bons souvenirs... Et face à la crise de l'immobilier, on doit se mettre en colocation ?

On se passera volontiers de ses conseils. Si elle veut nous faciliter la vie, qu'elle augmente les salaires pour qu'ils suivent l'inflation.

NAO : le compte n'y est pas

Depuis la semaine dernière, les CUET font la redescende de nos Augmentations Individuelles suite aux NAO. Et on voit bien que le compte n'y est pas, même pour les salariés les mieux évalués.

Le prix des carburants flambe et l'inflation s'annonce pour les prochains mois très supérieure aux prévisions sur lesquelles s'était basée la direction pour nous faire l'aumône.

Il n'y a pas de solution magique : si on ne veut pas s'appauvrir à grande vitesse, il faut revendiquer ce dont on a besoin pour payer nos factures et faire le plein.

Leasing social... et surtout patronal

Sébastien Lecornu n'a pas beaucoup de fans, mais il a quand même François Provost ! Le nouveau D-G s'est récemment félicité du 3^e plan de leasing social annoncé par le gouvernement.

On peut le comprendre : sous couvert d'électrifier le parc automobile, l'État va continuer à subventionner les constructeurs, notamment Renault et Stellantis, qui avaient bénéficié des 3/4 de ce lucratif marché lors des plans précédents.

Ce ne sont pas les 50 000 véhicules en leasing promis à partir du mois de juin qui vont aider les classes populaires à se déplacer. En revanche c'est un bon coup de pouce pour soutenir les profits patronaux avec de l'argent public.

Travail le 1^{er} mai : à quand la riposte ?

Le groupe parlementaire macroniste a préparé un texte pour autoriser le travail le 1^{er} mai pour les salariés des commerces de proximité, soi-disant pour régler un « flou juridique ». C'est pourtant clair : ce jour n'est pas travaillé et pourtant payé, c'est le résultat d'années de luttes des travailleurs !

Alors qu'Attal nous déclare la guerre, la cheffe de la CGT, Sophie Binet, invoque la « démocratie sociale » pour demander au gouvernement de ne pas « passer en force ». Elle croit que Lecornu et Macron vont l'écouter ?

C'est dans les entreprises et dans la rue qu'il faut combattre cette attaque patronale. Pas dans les salons ministériels !

Le dîner de cons des grands patrons

Pour préparer 2027, le Rassemblement National ne se contente pas d'étaler sa démagogie raciste dans les médias. Il mène aussi campagne, discrètement, auprès des capitalistes. Le 7 avril, Marine Le Pen déjeunait dans un restaurant huppé avec 15 d'entre eux, dont les PDG de Total, Engie et Accor, et aussi Bernard Arnault et un fils Bolloré.

Apparemment le coup de foudre a eu lieu : Bardella se réjouit que les patrons « *se rendent compte que nos constats et nos solutions leur sont favorables* » et ceux-ci constatent que les élus RN sont « *ceux qui ont le plus envie de plaire au monde patronal* ».

Macron est cramé. Pas grave : Bardella est prêt à poursuivre le sale boulot contre les travailleurs.

Hausse des prix : il est urgent d'attendre

Alors que les prix à la pompe restent à un niveau record, Sébastien Lecornu, cherche à « électrifier » la France. Voitures électriques, pompes à chaleur, interdiction des chaudières au gaz dans les immeubles collectifs, etc.

Bref tout sera mieux en 2030, 2040 ou après. En attendant, les automobilistes et bientôt les abonnés au gaz continueront de passer à la caisse.

Quant à la possibilité de faire baisser les prix en s'attaquant aux superprofits des compagnies pétrolières, il n'en est toujours pas question !

La France continue de livrer des armes à Israël

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, la France continue de livrer des armes à Israël. *Le Monde* a dévoilé un rapport sur la question d'où il ressort que treize entreprises françaises ont livré au moins 525 cargaisons de matériel militaire à l'État sioniste depuis octobre 2023 et le début de la guerre à Gaza. Le gouvernement prétend qu'il s'agit de matériel « *purement défensif* » ou « *destiné à l'exportation* » par des entreprises israéliennes.

Les Gazaouis, les Libanais et les Iraniens ne sont probablement pas tout à fait convaincus.

Le chef d'état-major sonne la charge

Le général Fabien Mandon, chef d'état-major des Armées, a été interrogé par les députés de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale.

Il s'est étendu sur la menace d'une « *guerre ouverte* » face à la Russie de Poutine. Un coup de pouce à Macron, qui a réclamé une augmentation de 36 milliards d'euros pour « *accélérer le réarmement* » en plus des 413 milliards déjà alloués pour la période 2024-2030.

Austérité partout, sauf pour l'armée ! Si seulement les hôpitaux, les écoles ou les transports pouvaient bénéficier d'un tel niveau de préoccupation de la part de nos dirigeants, ça se saurait !